

Art. 4. La présente convention est conclue pour une durée d'un an, prenant effet le 1^{er} septembre de l'année en cours et se terminant le 31 août de l'année suivante.

Fait en 2 exemplaires originaux le à

Pour le centre P.M.S. de

Pour le centre P.M.S. de

Nom, prénom, fonction

Nom, prénom, fonction

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009.

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2552

[C - 2009/29364]

14 MEI 2009. Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het model van de partnerschapsovereenkomst tussen de P.M.S.-centra, ter uitvoering van artikel 10, § 3, van het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra, artikel 10, § 3;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De partnerschapsovereenkomst bedoeld in artikel 10, § 3, van het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra, wordt opgesteld overeenkomstig het model gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2009.

Art. 3. De Minister van Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Leerplichtonderwijs,

Ch. DUPONT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2553

[2009/203193]

30 AVRIL 2009. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'Accord de coopération conclu à Bruxelles, le 27 mars 2009, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé : "S.F.M.Q."

Le texte de l'accord est annexé au présent décret.

Art. 2. Les Gouvernements de la Communauté française, de la Région wallonne et le Collège de la Commission communautaire française fixent la date d'entrée en vigueur du présent décret et, au plus tard, le 1^{er} septembre 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 1000 (2008-2009), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 29 avril 2009.

Discussion - Votes.

Accord de coopération conclu à Bruxelles, le 27 mars 2009, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er} inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;

Considérant par ailleurs le contrat pour l'école tel qu'il a été approuvé par le Gouvernement de la Communauté française le 31 mai 2005, et en particulier sa priorité 4 : *"Choisir et apprendre un métier à l'école"*;

Considérant en outre le plan stratégique transversal II *"Développer les connaissances et les savoir-faire en Wallonie"*, et en particulier son impulsion 7 *"Valoriser une approche métiers : des formations en lien avec le marché du travail"*;

Considérant la dynamique induite par la Stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi telle qu'adoptée par le Conseil européen en mars 2005;

Considérant la mise en œuvre du Cadre national des certifications professionnelles (CNCP) et la mise en œuvre du système de Crédits d'apprentissage européen pour la Formation et l'enseignement professionnel (ECVET) qui en découle;

Considérant la nécessité de renforcer les liens entre le monde du travail et les professionnels de la Formation et de l'Enseignement qualifiants en ce compris l'Enseignement de Promotion sociale;

Considérant que le métier doit rester la référence afin d'offrir à l'élève et à l'apprenant un cursus scolaire et un parcours de formation qualifiants le plus complet possible;

Considérant la volonté de doter l'Enseignement qualifiant, en ce compris l'Enseignement de Promotion sociale, la Formation et le Consortium de validation des compétences d'un langage commun et de références communes;

Considérant qu'il est fondamental de faciliter pour le citoyen l'apprentissage tout au long de la vie en garantissant davantage de lisibilité et de cohérence au parcours de formation tant en Belgique francophone qu'en Europe;

Considérant que les acteurs de l'Enseignement qualifiant, en ce compris l'Enseignement de Promotion sociale, les opérateurs de Formation et le Consortium de Validation des compétences pourront garantir une prise en compte des acquis de l'apprenant et lui donner la possibilité de poursuivre son parcours de formation sans rupture tant en Belgique francophone qu'en Europe;

Que ces références communes permettront aux acteurs de l'Enseignement qualifiant, y compris l'Enseignement de Promotion sociale, de la Formation et du Consortium de validation des compétences, de développer des programmes d'enseignement et de formation ainsi que des référentiels de validation de compétences adaptés à leurs missions, structures et moyens propres;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, en la personne de son Ministre de l'Enseignement obligatoire, M. Christian Dupont et en la personne de son Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale, M. Marc Tarabella;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président M. Rudy Demotte et en la personne de son Ministre de la Formation, M. Marc Tarabella; et

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de son Ministre-Président, chargé de la Fonction publique et de la Santé, M. Benoît Cerexhe et de sa Ministre, Membre du Collège, chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire, Mme Françoise Dupuis;

ci-après dénommées les parties à l'accord ont convenu de ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définition et champ d'application

Article 1^{er}. Les acteurs de l'Enseignement qualifiant, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Formation qualifiante et du Consortium de Validation des compétences utilisent un langage commun dont les notions fondamentales qui déterminent leurs activités sont définies comme suit :

1° "Métier" : un ensemble cohérent d'activités professionnelles réalisées par une personne dans le cadre d'un processus productif;

2° "Profil métier" : le profil métier se compose d'un référentiel métier et d'un référentiel de compétences;

3° "Référentiel métier" : la définition de l'intitulé du métier et de ses appellations synonymes, de la position du métier par rapport aux métiers proches et à la déclinaison de leurs fonctions et conditions d'exercices;

4° "Référentiel de compétences" : le référentiel de compétences comprend les aptitudes à mettre en œuvre un ensemble organisé de savoirs, de savoir-faire et d'attitudes permettant d'accomplir un certain nombre de tâches;

5° "Profil de formation" : le profil de formation est composé des unités d'acquis d'apprentissage associées aux activités clés métier et qui se compose également d'un profil d'évaluation, d'un indice d'appréciation temporelle et d'un profil d'équipement;

6° "Acquis d'apprentissage" : énoncé de ce que l'apprenant sait, comprend et est capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage;

7° "Unité d'acquis d'apprentissage" : l'ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage qui peut être évalué ou validé;

8° "Activités clés" : les activités indispensables pour remplir les missions qui sont confiées au travailleur dans le cadre de son métier;

9° "Profil d'évaluation" : le profil d'évaluation détermine des seuils de maîtrise minimums exigés en vue de la délivrance d'une attestation de compétence ou en vue de servir de référence à l'élaboration des épreuves certificatives destinées à l'enseignement en ce compris l'Enseignement de promotion sociale;

10° "Indice d'appréciation temporelle" : l'indice d'appréciation temporelle détermine pour chaque activité clé la durée optimale d'acquisition des unités de compétences qui y sont associées. Il peut varier d'un opérateur à l'autre. Il est exprimé selon les cas en périodes, heures, mois, années, phases ou degrés;

11° "Profil d'équipement" : le profil d'équipement détermine l'équipement et l'infrastructure suffisant à la mise en œuvre du profil de formation dans une perspective de formation et d'enseignement. L'équipement peut être localisé soit dans l'école ou dans le centre de formation soit chez un partenaire (CDC/CDR, CTA, entreprise, etc.);

12° "Attestation de compétences" : le document reconnaissant la maîtrise des unités de compétence liées à une activité clé du métier;

13° "Programme d'enseignement" : le document reprenant un ensemble d'activités, de contenus de formation et d'orientations méthodologiques mis en œuvre pour réaliser les objectifs pédagogiques définis en termes d'acquisition de connaissances, d'aptitudes, de capacités ou de compétences.

Pour l'Enseignement de Promotion sociale, le dossier pédagogique de la section tient lieu de programme d'enseignement. Ce dossier reprend notamment les finalités, les contenus, les recommandations en matière de modalités de capitalisation des attestations de réussite des unités de formation constitutives;

14° "Référentiel de formation" : le document reprenant un ensemble d'activités, de contenus de formation et/ou de méthodes mis en œuvre pour réaliser les objectifs de formation définis préalablement en termes d'acquisition de savoirs, d'aptitudes et de compétences. Les activités, contenus et méthodes sont organisés dans un ordre logique et sur une période déterminée. Les référentiels de formation doivent prendre appui sur les profils de formation.

Les référentiels de formation des formations à l'apprentissage de l'IFAPME/SFPME se réfèrent aux activités clés listées dans le profil de formation.

CHAPITRE II. — Le Service francophone des Métiers et des Qualifications

Art. 2. Il est institué, par les Gouvernements, un Service francophone des Métiers et des Qualifications chargé d'organiser la production des Profils métiers et des Profils de formation, ci-après dénommé le "Service". Celui-ci dispose, d'au-moins :

1° six personnes chargées de mission de l'Enseignement, en ce compris de l'Enseignement de Promotion sociale;

2° quatre experts méthodologistes;

3° deux représentants de la Formation issus des Institutions publiques wallonnes ou de la COCOF.

Les représentants de l'Enseignement, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Formation au sein des groupes projets sont désignés par les instances dont ils relèvent, conformément aux dispositions qui régissent leurs statuts. Le Conseil général de concertation de l'Enseignement et la Commission de concertation de l'Enseignement de Promotion sociale veillent à garantir l'équilibre par caractère au sein de la représentation de l'Enseignement.

Art. 3. Le Service se présentera sous la forme d'un Service à gestion séparée (sans personnalité juridique) situé auprès de la Communauté française avec possibilité de recettes provenant d'un autre niveau de pouvoir. Son siège central est situé à Bruxelles.

Art. 4. Le Service est constitué de trois Chambres permanentes, une Chambre des Métiers, une Chambre Enseignement-Formation, une Chambre de Concertation et d'Agrément et d'une Cellule exécutive.

Art. 5. La cellule exécutive en accord avec les Chambres des Métiers et la Chambre Enseignement-Formation réunit les Commissions de référentiels ad hoc chargées de réaliser les profils métier ou les profils de formation.

Art. 6. Chacune des parties à l'accord désigne un commissaire afin qu'il exerce ses missions d'information et de contrôle de la légalité et de l'intérêt général au sein du Service.

CHAPITRE III. — *La Chambre des Métiers*

Art. 7. § 1^{er}. Il est créé une Chambre des Métiers du Service francophone des Métiers et des Qualifications, ci-après dénommée la "Chambre des Métiers".

Section 1^{re}. — Missions et composition de la Chambre des Métiers

Art. 8. La Chambre des Métiers se compose de :

- 1° huit représentants des organisations représentatives des travailleurs;
- 2° huit représentants des organisations représentatives des employeurs;
- 3° deux représentants des Services publics de l'emploi.

Les représentants des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs visés au 1° et 2° ont voix délibératives.

Parmi ces représentants, deux représentants au moins sont issus des organisations bruxelloises représentatives des travailleurs et deux représentants au moins sont issus des organisations bruxelloises représentatives des employeurs.

Les représentants des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs visés au 1° et 2°, ainsi que leurs suppléants, sont nommés par les Gouvernements sur liste double de candidats présentée par leurs organisations.

Les représentants des Services publics de l'emploi visés au 3°, ainsi que leurs suppléants, ont voix délibératives.

Art. 9. La Chambre des Métiers est chargée de construire et d'actualiser les profils métiers et l'arborescence des métiers.

Les missions de la Chambre des Métiers sont :

1° arrêter la liste des métiers qui fera l'objet des travaux de la Chambre des Métiers et de la Chambre Enseignement-Formation, sur base de propositions émanant des recommandations des Ministres en charge de la Formation, de l'Enseignement et de l'Emploi, des propositions des Services publics de l'Emploi, des représentants sectoriels, de l'Enseignement, en ce compris l'Enseignement de Promotion sociale, de la Formation et de la Chambre Enseignement-Formation. Ces recommandations prendront, en outre, en compte : la situation du marché du travail, les métiers dits "émergents", le volume des personnes concernées par les formations organisées;

2° communiquer la liste des métiers aux parties à l'accord en l'intégrant dans la note d'orientation stratégique;

3° actualiser et construire des profils métiers dans le respect du cadre méthodologique approuvé par la Chambre de Concertation et d'Agrément;

4° organiser une veille sur les dispositions fédérales en matière d'accès à la profession et en informer les Gouvernements.

Section 2. — De la présidence de la Chambre des Métiers

Art. 10. La Chambre des Métiers désigne, en son sein, un président et un vice-président parmi ses membres. La présidence est assurée en alternance par un représentant des organisations représentatives des travailleurs, la première moitié du mandat, et par un représentant des organisations représentatives des employeurs, la seconde moitié du mandat. Le mandat du président et du vice-président est de cinq ans.

Art. 11. Le président et le vice-président outre la présidence, sont chargés, en concertation avec le directeur exécutif de la cellule exécutive, de désigner les représentants du ou des secteurs, sur proposition des organisations, concernés par l'élaboration du Profil métier.

Ces représentants composeront les Commissions de référentiels métiers chargées de travailler à l'élaboration du profil métiers en collaboration avec les groupes projets de la Cellule exécutive.

CHAPITRE IV. — *La Chambre Enseignement-Formation*

Art. 12. Il est créé une Chambre Enseignement-Formation du Service francophone des Métiers et des Qualifications, ci-après dénommée la "Chambre Enseignement-Formation".

Section 1^{re}. — Missions et composition de la Chambre Enseignement-Formation

Art. 13. La Chambre Enseignement-Formation se compose de :

1° deux représentants de chacun des comités de concertation du Conseil général de coordination de l'enseignement secondaire

2° un représentant de l'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;

3° un représentant de la Commission de Pilotage;

4° trois représentants de la Commission de Concertation de l'Enseignement de Promotion sociale dont un représentant de l'enseignement libre non-confessionnel;

5° deux représentants du conseil général de l'Enseignement spécialisé (un par caractère).

6° deux représentants de l'IFAPME;

7° un représentant du SFPME;

8° deux représentants du FOREm, représenté par son entité FOREm Formation;

9° un représentant de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, ci-après nommé Bruxelles Formation;

10° un représentant du secteur de la préqualification représenté par l'Interfédération des EFT/OISP;

11° un représentant du secteur de l'insertion socio-professionnelle de la Commission communautaire française représenté par la FEBISP.

Les membres visés aux 1°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° et 11° ont voix délibératives; les membres visés 2° et 3° ont voix consultatives. Ces membres, ainsi que leurs suppléants, sont nommés conjointement par les Gouvernements, sur proposition de leurs instances. Chacune de celles-ci peut, d'initiative, proposer aux parties à l'accord le remplacement d'un membre qu'elle a initialement présenté. Celui-ci en est dûment informé. Dans l'attente de la décision des parties à l'accord, le suppléant de ce membre siège de plein droit à la Chambre Enseignement-Formation.

Les missions de la Chambre Enseignement-Formation sont :

— actualiser et construire des profils de formation dans le respect du cadre méthodologique approuvé par la Chambre de Concertation et d'Agrément;

— proposer à la Chambre des Métiers une liste des métiers qui pourraient faire l'objet de ses travaux.

Section 2. — De la présidence et de la vice-présidence de la Chambre Enseignement-Formation

Art. 14. La Chambre Enseignement - Formation désigne en son sein un président et un vice-président. La présidence et la vice-présidence sont assurées en alternance par un représentant de l'Enseignement visé aux points 1^{er}, 4 et 5 de l'article 13, la première moitié du mandat, et un représentant de la Formation visé aux points 6 à 9 de l'article 13, la seconde moitié du mandat. Les mandats du président et du vice-président sont de cinq ans.

Art. 15. Le président et le vice-président, outre les missions liées à la présidence, désigneront, en concertation avec le Directeur exécutif de la cellule exécutive, les représentants de l'Enseignement, en ce compris l'Enseignement de Promotion sociale, et de la Formation concernés par l'élaboration du profil de formation.

Ces représentants composeront les Commissions de référentiels formation chargées de travailler à l'élaboration du profil formation en collaboration avec les groupes projets de la Cellule exécutive.

CHAPITRE V. — La Cellule exécutive

Art. 16. Il est créé une Cellule exécutive du Service francophone des Métiers et des Qualifications, ci-après dénommée la "Cellule exécutive".

Section 1^{re}. — Missions et composition de la Cellule exécutive

Art. 17. La Cellule exécutive est le lieu de coordination des profils métiers et des profils de formation. La Cellule exécutive est aussi un organe d'articulation avec d'autres dispositifs de l'Enseignement, en ce compris l'Enseignement de Promotion sociale et l'Enseignement spécialisé, de la Formation et du Consortium de validation des compétences.

La Cellule exécutive est chargée du bon fonctionnement du Service. Elle dispose du personnel nécessaire.

Art. 18. La Cellule exécutive se compose :

- d'un directeur exécutif;
- des experts méthodologistes;
- des membres des groupes projets sectoriels ou intersectoriels repris à l'article 26, 2^o, 3^o et 4^o;
- d'un secrétariat.

Art. 19. Les missions de la Cellule exécutive sont les suivantes :

1. assurer le secrétariat de la Chambre des Métiers, de la Chambre Enseignement-Formation et de la Chambre de Concertation et d'Agrément;

2. rédiger le règlement d'ordre intérieur et le soumettre à l'approbation de la Chambre de Concertation et d'Agrément. Ce règlement d'ordre intérieur doit notamment prévoir :

— les règles concernant la convocation des Chambres des Métiers, de l'Enseignement-Formation et de Concertation et d'Agrément;

— les règles relatives à l'inscription des points mis à l'ordre du jour des travaux de chacune des Chambres;

— les règles relatives à l'alternance des fonctions de président et de vice-président de la Chambre des Métiers, de la Chambre Enseignement-Formation et de la Chambre de Concertation et d'Agrément ainsi que les règles en cas d'absence ou d'empêchement du président ou du vice-président;

— les règles de quorum afin d'assurer le bon fonctionnement des trois chambres permanentes du "Service" ainsi que les modalités de vote;

— les règles de collaboration en vue d'information et d'harmonisation avec les organismes publics d'Enseignement, de Formation, de Validation de compétences et de Pilotage de l'Alternance.

3. mettre en œuvre la note d'orientation stratégique du Service définissant le programme annuel de travail et les objectifs quantifiés et la soumettre à l'approbation de la Chambre de Concertation et d'Agrément;

4. rédiger le rapport annuel du Service et le soumettre à l'approbation de la Chambre de Concertation et d'Agrément;

5. assurer la mission générale de gestion du Service;

6. assurer la mission générale d'organisation des travaux des Chambres Métiers, Enseignement-Formation et de Concertation et d'Agrément ainsi que des Commissions de référentiels métiers et des Commissions de référentiels formation;

7. organiser les travaux des groupes projets sectoriels et intersectoriels;

8. établir la méthodologie d'élaboration des profils métier, des profils de formation ainsi que de leur agrément et la soumettre à l'approbation de la Chambre de Concertation et d'Agrément;

9. garantir le respect du profil métier dans sa déclinaison en profil de formation;

10. faire actualiser, en fonction des besoins, le profil métier et par voie de conséquence le profil de formation;

11. garantir l'articulation entre les profils métiers et les travaux du Consortium de validation des compétences;

12. assurer les missions de représentation et de promotion du dispositif;

13. remettre des avis sur l'adéquation des contenus de formation des programmes d'enseignement et des référentiels de formation avec les profils de formation :

a) à la Commission des programmes de l'Enseignement obligatoire ou à la Commission de concertation de l'Enseignement de Promotion sociale;

b) aux Gouvernements concernés pour la Formation.

Le règlement d'ordre intérieur du Service, la note d'orientation stratégique du Service, le rapport annuel du Service, la méthodologie d'élaboration des profils métier, des profils de formation ainsi que de leur agrément, les profils métiers et profils de formation seront conformément à l'article 33 transmis aux parties contractantes de l'accord pour approbation.

Section 2. — Du directeur exécutif

Art. 20. Le directeur exécutif est choisi par les Gouvernements pour un mandat de cinq ans renouvelable sur base d'un appel aux candidats et d'un profil de fonction approuvés par les parties contractantes.

Art. 21. Le directeur exécutif est responsable devant la Chambre de Concertation et d'Agrément et devant les Gouvernements des actes de gestion journalière du Service et des missions dévolues à la Cellule exécutive telles que reprises à l'article 19.

Art. 22. Les groupes projets et le secrétariat relèvent de l'autorité du directeur exécutif.

Art. 23. Afin de garantir l'articulation entre le profil de formation et les programmes d'Enseignement de Promotion sociale, le directeur exécutif travaille en collaboration avec la Commission de concertation de l'Enseignement de Promotion sociale. Le directeur exécutif fait rapport à la Chambre de Concertation et d'Agrément à ce sujet.

Art. 24. Le directeur exécutif travaille en collaboration avec l'IFPME, dénommé "Altis" afin d'assurer la cohérence entre les profils de formation et les programmes de formation de l'IFAPME/SFPME. Il fait rapport à la Chambre de Concertation et d'Agrément à ce sujet.

Art. 25. Le directeur exécutif travaille en collaboration avec les services compétents au sein de FOREm Formation et de Bruxelles Formation afin d'assurer la cohérence entre les profils de formation et les référentiels/programmes de formation du FOREm Formation et de Bruxelles Formation. Il fait rapport à la Chambre de Concertation et d'Agrément à ce sujet.

Section 3. — Des groupes projets

Art. 26. Chaque groupe projet sectoriel ou intersectoriel se compose :

- d'un expert méthodologiste;
- d'au minimum un chargé de mission de l'Enseignement de plein exercice ou de promotion sociale;
- d'au minimum un représentant de la Formation issu d'une Institution publique wallonne ou de la COCOF.

Chaque groupe projet est intégré dans les commissions de référentiel pilotées par l'expert méthodologiste.

Art. 27. Les missions des groupes projets sont :

1° apporter un soutien logistique et méthodologique à la Chambre des Métiers et aux Commissions de référentiels pour l'élaboration des profils métiers;

2° apporter un soutien logistique et méthodologique à la Chambre Enseignement-Formation et aux Commissions de référentiels pour l'élaboration des profils de formation;

3° garantir sur l'ensemble du processus le respect de la méthodologie d'élaboration des profils métiers et profils de formation.

Ces missions sont assurées sous la responsabilité du directeur exécutif.

Section 4. — De l'expert méthodologiste

Art. 28. L'expert méthodologiste est responsable de la qualité des travaux réalisés au sein du groupe-projet auquel il appartient. Il est chargé de l'animation et de la gestion du groupe-projet.

Art. 29. L'expert méthodologiste attaché au groupe-projet est engagé par le Service francophone des Métiers et des Qualifications à l'issue d'une procédure de sélection définie par les Gouvernements.

CHAPITRE VI. — La Chambre de Concertation et d'Agrément

Art. 30. Il est créé une Chambre de Concertation et d'Agrément du Service francophone des Métiers et des Qualifications, ci-après dénommée la "Chambre de Concertation et d'Agrément".

Section 1^{re}. — De la Chambre de Concertation et d'Agrément

Art. 31. La Chambre de Concertation et d'Agrément est un lieu de concertation et d'évocation où se rassemble l'ensemble des acteurs impliqués dans le dispositif, afin d'organiser les missions du dispositif, d'en garantir l'efficacité et de prendre les agréments qui s'imposent.

Art. 32. La Chambre de Concertation et d'Agrément se compose :

1. du président et du vice-président de la Chambre des Métiers;
2. du président et du vice-président de la Chambre Enseignement-Formation;
3. du directeur exécutif de la Cellule exécutive;
4. du directeur de la cellule exécutive du Consortium de validation des compétences;
5. d'un représentant de chacune des parties à l'accord.

La Chambre de Concertation et d'Agrément peut solliciter l'expertise du méthodologiste du groupe projet chargé de l'élaboration des profils métiers et des profils formation au moment de l'examen de ces profils.

Les membres désignés au présent article, 1° et 2°, ont voix délibératives.

Les membres désignés au présent article 3°, 4° et 5° ont voix consultatives.

Art. 33. Les missions de la Chambre de Concertation et d'Agrément sont :

1. de préciser les définitions opérationnelles nécessaires au fonctionnement cohérent du Service et de ses composantes;
2. d'évaluer et valider le règlement d'ordre intérieur du Service et de le transmettre aux parties à l'accord qui l'approuvent;
3. de faire rédiger la note d'orientation stratégique par la cellule exécutive sur base des recommandations des Ministres en charge de la Formation, de l'Enseignement et de l'Emploi communiquées au plus tard au 1^{er} septembre de l'année en cours, des propositions des Services publics de l'Emploi, des représentants sectoriels (Chambre des Métiers), de l'Enseignement, en ce compris l'Enseignement de Promotion sociale, et de la Formation, communiquées également au 1^{er} septembre de l'année en cours. La note d'orientation stratégique est élaborée notamment en termes d'objectifs généraux et opérationnels, de liste des métiers qui seront traités annuellement au sein du Service, d'indicateurs de résultats et de financement et fixe le nombre de groupes-projets affectés à la cellule exécutive en fonction des tâches assignées;
4. de soumettre à l'approbation des parties à l'accord la note d'orientation stratégique au plus tard le 30 septembre de l'année en cours;
5. de transmettre la note d'orientation stratégique approuvée par les Gouvernements à la cellule exécutive chargée de sa mise en œuvre au plus tard le 15 octobre de l'année en cours;
6. d'évaluer et de valider la méthodologie d'élaboration des profils métiers, des profils de formation ainsi que la méthodologie d'agrément et, ensuite, de les transmettre aux parties à l'accord qui l'approuvent;
7. d'évaluer le fonctionnement des membres de la cellule exécutive et de faire rapport aux parties à l'accord;
8. d'évaluer et de valider le rapport annuel du Service et de le transmettre, pour le 15 avril au plus tard, aux parties à l'accord qui l'approuvent;

9. d'agréer la correspondance des profils métiers au profils de formation sur base de l'avis de la Chambres des Métiers et de les transmettre aux parties à l'accord qui les approuvent.

Section 2. — De la présidence et de la vice-présidence de la Chambre de Concertation et d'Agrément

Art. 34. La présidence de la Chambre de Concertation et d'Agrément est assurée en alternance par le président de la Chambre des Métiers et par le président de la Chambre Enseignement-Formation. Le mandat est d'un an.

CHAPITRE VII. — De l'utilisation des profils

Art. 35. Dans l'Enseignement obligatoire, les profils de formation issus des travaux du Service seront transmis au Gouvernement qui les soumettra à la sanction du Parlement conformément aux dispositions reprises au décret Missions du 24 juillet 1997, article 39 et suivants. Ces profils serviront également de base au répertoire des options groupées dans les Humanités professionnelles et techniques de l'enseignement de plein exercice.

Art. 36. Dans l'Enseignement de Promotion sociale, les profils de formation issus des travaux du Service seront transmis à l'Exécutif conformément aux dispositions reprises dans les articles 136 et suivants du décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de Promotion sociale et dans l'AGCF du 9 juillet 2004 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'Enseignement de Promotion sociale.

Art. 37. Pour les opérateurs wallons de formation, le FOREm Formation et l'IFAPME, l'articulation ou la mise en correspondance aux profils produits par le Service sera définie dans le Contrat de gestion de ces O.I.P selon les modalités fixées par le Gouvernement wallon.

CHAPITRE VIII. — Financement

Art. 38. Le budget annuel du Service, en ce compris les coûts de fonctionnement, sont fixés sur base de la Note d'orientation stratégique approuvée par les Gouvernements.

Le budget annuel est fixé d'un commun accord par les Gouvernements.

Art. 39. Les coûts de fonctionnement du Service sont répartis à concurrence de 45 % pour la Communauté française, 40 % pour la Région wallonne, 15 % pour la Commission communautaire française de la Région bruxelloise. La prise en charge des coûts de fonctionnement par les Gouvernements peut être réalisée par la mise à disposition de locaux, de personnel et de matériels.

CHAPITRE IX. — Disposition finales

Art. 40. La Communauté française s'engage par le présent accord à supprimer l'actuelle Commission communautaire des Professions et des Qualifications dont les missions seront désormais exercées par le Service francophone des Métiers et des Qualifications précité, selon les nouvelles modalités prévues par le présent accord.

Bruxelles, le 27 mars 2009, en trois exemplaires originaux.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

Le Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Jeunesse,
M. TARABELLA

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Pour la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président, chargé de la Fonction publique et de la Santé,
B. CEREXHE

La Ministre, Membre du Collège, chargée de la Formation professionnelle,
de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire,
Mme Fr. DUPUIS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2553

[2009/203193]

30 APRIL 2009. — Decreet houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Instemming wordt verleend met het Samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications", afgekort : "S.F.M.Q."

De tekst van het akkoord wordt gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. De Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest en het College van de Franse Gemeenschapscommissie bepalen de datum van inwerkingtreding van dit decreet en uiterlijk op 1 september 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 1000 (2008-2009), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 29 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.

Samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications"

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet II van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet overigens op het contract voor de school zoals het werd goedgekeurd door de Franse Gemeenschapsregering van 31 mei 2005 en meer bepaald zijn prioriteit 4 "Een beroep kiezen en leren op school";

Gelet bovendien op het transversaal strategisch plan II "Kennis en kunde ontwikkelen in Wallonië", en meer bepaald zijn impuls 7 "Een beroepsmatige benadering valoriseren : vormingen gekoppeld aan de arbeidsmarkt";

Gelet op de dynamiek op gang gebracht door de Lissabonstrategie voor de groei en de werkgelegenheid zoals aangenomen door de Raad van Europa in maart 2005;

Gelet op de tenuitvoerbrenging van het Europees Kwalificatiekader (EKK) en de tenuitvoerbrenging van het European Credit system voor beroepsonderwijs en -opleiding (ECVET) dat eruit voortvloeit;

Gelet op de noodzaak om de banden te versterken tussen de wereld van de arbeid en de professionals van de Vorming en het Kwalificerend Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie;

Overwegende dat het beroep de referentie moet blijven om de leerling en de cursist een zo volledig mogelijk kwalificerend studie- en opleidingsprogramma te bieden;

Gelet op de wil om het Kwalificerend Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie, de Vorming en het Consortium validatie vaardigheden met een gezamenlijke taal en gezamenlijke referenties uit te rusten;

Overwegende dat het fundamenteel is het levenslang leren voor de burger te vergemakkelijken door een grotere leesbaarheid en samenhang in het opleidingsparkoers te garanderen, zowel in Franstalig België als in Europa;

Overwegende dat de actoren uit het Kwalificerend Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie, de Opleidingsoperatoren en het Consortium Validatie Vaardigheden het in rekening nemen van de verworvenheden van de cursist zullen kunnen garanderen en hem de mogelijkheid kunnen bieden zijn opleidingsparkoers zonder onderbreking voort te zetten, zowel in Franstalig België als in Europa;

Overwegende dat die gezamenlijke referenties het de actoren uit het Kwalificerend Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie, van de Vorming en van het Consortium Validatie Vaardigheden mogelijk zullen maken onderwijs- en opleidingsprogramma's te ontwikkelen evenals aan hun opdrachten, structuren en eigen middelen aangepaste referentiesystemen voor de validatie van vaardigheden;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, in de persoon van haar Minister van het Verplicht onderwijs, de heer Christian Dupont en in de persoon van haar Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie, de heer Marc Tarabella,

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte en in de persoon van haar Minister van Vorming, de heer Marc Tarabella; en

De Franse Gemeenschapscommissie vertegenwoordigd door haar College in de persoon van zijn Minister-President, belast met het Openbaar Ambt en het Gezondheidsbeleid, de heer Benoît Cerexhe, en zijn Minister, Lid van het College, belast met Beroepsopleiding, Onderwijs Cultuur en Schoolverkeer, Mevr. Françoise Dupuis;

hieronder deelgenoten in het akkoord genoemd, zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definitie en toepassingsgebied*

Artikel 1. De actoren uit het Kwalificerend Onderwijs, het Onderwijs voor Sociale Promotie, de Kwalificerende Vorming en het Consortium Validatie Vaardigheden gebruiken een gemeenschappelijke taal waarvan de fundamentele begrippen die hun activiteiten bepalen, als volgt worden omschreven :

1° "Vak" : een samenhangend geheel van beroepsactiviteiten die gerealiseerd worden door een persoon in het kader van een productief proces;

2° "Vakprofiel" : het vakprofiel is samengesteld uit een vak-referentielijst en een vaardigheden-referentielijst;

3° "Vak-referentielijst" : de definitie van de titel van het beroep en van zijn gelijkbetekenende benamingen, van de plaats van het beroep tegenover aanverwante beroepen en de declinatie van hun functies en uitoefeningsvoorwaarden;

4° "Vaardigheden-referentielijst" : de referentielijst die de aanleg omvat van een georganiseerd geheel van kennis, van know-how en attitudes die het mogelijk maakt een zeker aantal taken te vervullen;

5° "Vormingsprofiel" : het profiel samengesteld uit eenheden leerresultaten gepaard met de vak-sleutelactiviteiten en dat eveneens is samengesteld uit een evaluatieprofiel, een tijdelijke beoordelingsindex en een uitrustingsprofiel;

6° "Leerresultaten" : de uiteenzetting van hetgeen de cursist weet, begrijpt en in staat is te realiseren aan het einde van een leerproces;

7° "Eenheid leerresultaat" : het samenhangend geheel van leerresultaten dat geëvalueerd of gevalideerd kan worden;

8° "Sleutelactiviteiten" : de noodzakelijke activiteiten voor het vervullen van de opdrachten die de werknemer in het kader van zijn vak worden toevertrouwd;

9° "Evaluatieprofiel" : het profiel dat de vereiste minimumbeheersingsdrempels bepaalt met het oog op de afgifte van een bekwaamheidsattest of om dienst te doen als referentie bij het uitwerken van certificerende proeven voor het onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie;

10° "Tijdelijke beoordelingsindex" : de index die voor elke sleutelactiviteit de optimale duur bepaalt voor het verwerven van de vaardigheidseenheden die ermee geassocieerd zijn. Hij kan variëren van de ene operator tot de andere. Hij wordt volgens de gevallen uitgedrukt in perioden, uren, maanden, jaren, fasen of graden;

11° "Uitrustingsprofiel" : het profiel dat de uitrusting en de infrastructuur bepaalt die toereikend zijn voor de tenuitvoerbrenging van het vormingsprofiel in een perspectief van vorming en opleiding. De uitrusting kan ondergebracht zijn hetzij in de school of in het vormingscentrum, hetzij bij een partner (een Vaardigheidscentrum, een Referentiecentrum, een Centrum voor Geavanceerde Technologie, een onderneming, enz.);

12° "Bekwaamheidsattest" : het document dat de beheersing van de aan een sleutelactiviteit van het beroep verbonden vaardigheidseenheden erkent;

13° "Onderwijsprogramma": het document dat een geheel van activiteiten vermeldt, van inhouden van opleidingen en methodologische oriëntaties die aangewend zijn om de pedagogische doelstellingen te realiseren die bepaald zijn in termen van verwerving van kennis, bekwaamheid, capaciteit of vaardigheid.

Voor het Onderwijs voor Sociale Promotie doet het pedagogisch dossier van de afdeling dienst als opleidingsprogramma. Dit dossier vermeldt met name de finaliteiten, de inhoud, de aanbevelingen inzake de modaliteiten voor de kapitalisatie van de getuigschriften tot staving van het slagen in de constituerende vormingseenheden;

14° "Vormings-referentielijst": het document dat een geheel van activiteiten vermeldt, van inhouden van opleidingen en/of methoden die aangewend zijn om de pedagogische doelstellingen te realiseren die vooraf bepaald zijn in termen van verwerving van kennis, bekwaamheid of vaardigheid. De activiteiten, inhouden en methoden worden ontplooid in een logische orde en over een welbepaalde periode. De vormings-referentielijsten moeten steunen op de vormingsprofielen.

De vormings-referentielijsten van de vormingen door scholing van het "IFAPME/SFPME" verwijzen naar de sleutelactiviteiten die vermeld staan in het vormingsprofiel.

HOOFDSTUK II. — *"Le Service francophone des Métiers et des Qualifications"*

De Regeringen richten een "Service francophone des Métiers et des Qualifications" op, belast met het organiseren van de Vakprofielen en de Vormingsprofielen, hierna de "Service" genoemd. Deze beschikt over, ten minste :

- 1° zes personen belast met de Onderwijs-opdracht, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie;
- 2° vier experts-methodologen;
- 3° twee vertegenwoordigers van de Vorming afkomstig uit de Waalse openbare instellingen of uit de "COCOF".

De vertegenwoordigers uit het Onderwijs, het Onderwijs voor Sociale Promotie en de Vorming binnen de projectgroepen worden aangesteld door de instanties waaronder zij ressorteren, overeenkomstig de bepalingen die hun statuut regelen. De Algemene Overlegraad van het Onderwijs en de Overlegcommissie van het Onderwijs voor Sociale Promotie zorgen ervoor dat het karakterologisch evenwicht binnen de vertegenwoordiging van het Onderwijs gegarandeerd is.

Art. 3. De "Service" zal de vorm aannemen van een Dienst met afzonderlijk beheer (zonder rechtspersoonlijkheid) gelegen bij de Franse Gemeenschap met de mogelijkheid van ontvangsten afkomstig van een ander machtsniveau. Zijn centrale zetel is in Brussel gelegen.

Art. 4. De "Service" is samengesteld uit een uitvoerende cel en drie vaste kamers : een "Chambre des Métiers", een "Chambre Enseignement - Formation" en een "Chambre de Concertation et d'Agrément".

Art. 5. De uitvoerende cel verenigt, met het akkoord van de "Chambre des Métiers" en de "Chambre Enseignement-Formation", de Commissies ad hoc referentielijsten belast met het opmaken van de vakprofielen of de opleidingsprofielen.

Art. 6. Elke partij in het akkoord duidt een commissaris aan opdat die zijn opdracht zou uitoefenen inzake informatie en controle van de wettelijkheid en van het algemeen belang binnen de "Service".

HOOFDSTUK III. — *De "Chambre des Métiers"*

Art. 7. § 1. Er wordt een "Chambre des Métiers du Service francophone des Métiers et des Qualifications" opgericht, hierna de "Chambre des Métiers" genoemd.

Afdeling 1. — Opdrachten en samenstelling van de "Chambre des Métiers"

Art. 8. De "Chambre des Métiers" is samengesteld uit :

- 1° acht vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;
- 2° acht vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;
- 3° twee vertegenwoordigers van de Openbare tewerkstellingsdiensten.

De vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werknemers en van de werkgevers bedoeld in 1° en 2° zijn stemgerechtigd.

Onder deze vertegenwoordigers zijn minstens twee vertegenwoordigers afkomstig uit de Brusselse representatieve organisaties van de werknemers en zijn minstens twee vertegenwoordigers afkomstig uit de Brusselse representatieve organisaties van de werkgevers.

De vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werknemers en van de werkgevers bedoeld in 1° en 2° en hun plaatsvervangers worden door de Regeringen benoemd op een dubbele lijst van kandidaten die door hun organisaties wordt voorgelegd.

De vertegenwoordigers van de openbare tewerkstellingsdiensten bedoeld in 3° en hun plaatsvervangers zijn stemgerechtigd.

Art. 9. De "Chambre des Métiers" is belast met het opmaken en het actualiseren van de vakprofielen en de boomstructuur van de beroepen.

De opdrachten van de "Chambre des Métiers" zijn :

1° de lijst opmaken van de beroepen die het voorwerp zal zijn van de werkzaamheden van de "Chambre des Métiers" en de "Chambre Enseignement-Formation", op basis van de voorstellen die uitgaan van de aanbevelingen van de Ministers van Vorming, Onderwijs en Tewerkstelling, van de voorstellen van de openbare tewerkstellingsdiensten, van de sectorale vertegenwoordigers, van het Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie, van de Vorming en van de "Chambre Enseignement-Formation". Deze aanbevelingen zullen daarnaast rekening houden met : de situatie op de arbeidsmarkt, de zogenaamde "nieuwe" beroepen, het volume van de bij de ingerichte opleidingen betrokken personen.

2° de lijst van de beroepen aan de partijen in het akkoord mededelen door ze op te nemen in de strategische oriëntatienota;

3° vakprofielen actualiseren en opmaken met inachtneming van het door de "Chambre de Concertation et d'Agrément" goedgekeurd methodologisch kader;

4° een wacht organiseren op de federale bepalingen inzake toegang tot het beroep en de Regeringen erover informeren.

Afdeling 2. — Het voorzitterschap van de "Chambre des Métiers"

Art. 10. De "Chambre des Métiers" duidt, onder haar leden, een voorzitter en een ondervoorzitter aan. Het voorzitterschap wordt beurtelings verzekerd door een vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties, de eerste helft van het mandaat, en door een vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, de tweede helft van het mandaat. Het mandaat van de voorzitter en van de ondervoorzitter duurt vijf jaar.

Art. 11. Naast het voorzitterschap zijn de voorzitter en de ondervoorzitter belast, in overleg met de uitvoerende directeur van de uitvoerende cel, met het aanduiden van de vertegenwoordigers van de sector(en), op voorstel van de organisaties, die betrokken zijn bij de uitwerking van het vakprofiel.

Deze vertegenwoordigers zullen de Commissies voor vak-referentielijsten samenstellen die belast zijn met het uitwerken van het vakprofiel in samenwerking met de projectgroepen van de uitvoerende cel.

HOOFDSTUK IV. — De "Chambre Enseignement-Formation"

Art. 12. Er wordt een "Chambre Enseignement-Formation du Service francophone des Métiers et des Qualifications" opgericht, hierna de "Chambre Enseignement-Formation" genoemd.

Afdeling 1. — Opdrachten en samenstelling van de "Chambre Enseignement-Formation"

Art. 13. De "Chambre Enseignement-Formation" is samengesteld uit :

1° twee vertegenwoordigers van elk overlegcomité van de Algemene Coördinatieraad van het secundair onderwijs;

2° een vertegenwoordiger van de Algemene Administratie van het Onderwijs en van het Wetenschappelijk Onderzoek;

3° een vertegenwoordiger van de Stuurcommissie;

4° drie vertegenwoordigers van de Overlegcommissie van het Onderwijs voor Sociale Promotie waarvan een vertegenwoordiger van het niet-confessioneel vrij onderwijs;

5° twee vertegenwoordigers van de Algemene Raad van het gespecialiseerd onderwijs (één per karakter);

6° twee vertegenwoordigers van het "IFAPME";

7° een vertegenwoordiger van de "SFPME";

8° twee vertegenwoordigers van FOREm, vertegenwoordigd door zijn eenheid "FOREm Formation";

9° een vertegenwoordiger van het "Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle", hierna "Bruxelles Formation" genoemd;

10° een vertegenwoordiger van de sector van de prekwalficatie vertegenwoordigd door de "Interfédération des EFT/OISP" ("entreprises de formation par le travail" of de instellingen voor socioprofessionele inschakeling);

11° een vertegenwoordiger van de sector van de socioprofessionele inschakeling van de Franse Gemeenschapscommissie vertegenwoordigd door de "FEBISP" (Fédération bruxelloise des organismes d'Insertion socioprofessionnelle).

De in 1°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° en 11° bedoelde leden zijn stemgerechtigd; de in 2° en 3° bedoelde leden hebben raadgevende stem. Deze leden, evenals hun plaatsvervaarders, worden gezamenlijk benoemd door de Regeringen, op voorstel van hun instanties. Elke van die instanties kan, op eigen initiatief, de partijen in het akkoord de vervanging voorstellen van een lid dat zij oorspronkelijk heeft voorgesteld. Dit lid wordt hiervan behoorlijk op de hoogte gebracht. In afwachting van de beslissing van de partijen in het akkoord zetelt de plaatsvervanger van dit lid van rechtswege in de "Chambre Enseignement-Formation".

De opdrachten van de "Chambre Enseignement-Formation" zijn :

— vormingsprofielen actualiseren en opmaken met inachtneming van het door de "Chambre de Concertation et d'Agrément" goedgekeurd methodologisch kader;

— de "Chambre des Métiers" een lijst van beroepen voorstellen die het voorwerp van haar werkzaamheden zouden kunnen zijn.

Afdeling 2. — Het voorzitterschap en het ondervoorzitterschap van de "Chambre Enseignement - Formation"

Art. 14. De "Chambre Enseignement-Formation" duidt, onder haar leden, een voorzitter en een ondervoorzitter aan. Het voorzitterschap en het ondervoorzitterschap worden beurtelings verzekerd door een vertegenwoordiger van het Onderwijs bedoeld in de punten 1°, 4° en 5° van artikel 13, de eerste helft van het mandaat, en door een vertegenwoordiger van de Vorming bedoeld in de punten 6° tot 9° van artikel 13, de tweede helft van het mandaat. Het mandaat van de voorzitter en van de ondervoorzitter duurt vijf jaar.

Art. 15. Naast de aan het voorzitterschap verbonden opdrachten, zijn de voorzitter en de ondervoorzitter belast, in overleg met de Uitvoerende Directeur van de uitvoerende cel, met het aanduiden van de vertegenwoordigers van het Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie, en van de Vorming, die betrokken zijn bij de uitwerking van het vakprofiel.

Deze vertegenwoordigers zullen de Commissies voor vormings-referentielijsten samenstellen die belast zijn met het uitwerken van het vormingsprofiel in samenwerking met de projectgroepen van de uitvoerende cel.

HOOFDSTUK V. — De uitvoerende cel

Art. 16. Er wordt een uitvoerende cel van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" opgericht, hierna de "uitvoerende cel" genoemd.

Afdeling 1. — Opdrachten en samenstelling van de uitvoerende cel

Art. 17. De uitvoerende cel is de coördinatieplaats van de vak- en de vormingsprofielen. De uitvoerende cel is ook een scharnierorgaan met andere voorzieningen van het Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie en het gespecialiseerd onderwijs, van de Vorming en van het Consortium Validatie Vaardigheden.

De uitvoerende cel is belast met de goede werking van de Dienst. Zij beschikt over het nodige personeel.

Art. 18. De uitvoerende cel is samengesteld uit :

- een uitvoerende directeur;
- experts-methodologen;
- de leden van de sectorale of intersectorale projectgroepen opgenomen in artikel 26, 2°, 3° en 4°;
- een secretariaat.

Art. 19. De opdrachten van de uitvoerende cel zijn de volgende :

1. het secretariaat verzekeren van de "Chambre des Métiers", de "Chambre Enseignement-Formation" en van de "Chambre de Concertation et d'Agrément";

2. opstellen van het huishoudelijk reglement en dit ter goedkeuring voorleggen aan de "Chambre de Concertation et d'Agrément". Dit huishoudelijk reglement moet met name voorzien in :

— de regels betreffende het bijeenroepen van de "Chambre des Métiers", de "Chambre Enseignement-Formation" en de "Chambre de Concertation et d'Agrément";

— de regels betreffende de inschrijving van de agendapunten van de werkzaamheden van elke kamer;

— de regels betreffende de beurtwisseling van de functies van voorzitter en van ondervoorzitter van de "Chambre des Métiers", van de "Chambre Enseignement-Formation" en van de "Chambre de Concertation et d'Agrément" evenals de regels bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter of de ondervoorzitter;

— de quorum-regels om de goede werking van de drie vaste kamers van de "Service" te verzekeren evenals de stemmodaliteiten;

— de samenwerkingsregels met het oog op de informatie en harmonisering met de openbare instellingen voor Onderwijs, Vorming, Validatie van de vaardigheden en Sturing van de Beurtwisseling;

3. de strategische oriëntatienota van de "Service" ten uitvoer brengen, waarin het jaarlijks programma en de in cijfers vertaalde doelstellingen omschreven zijn en die ter goedkeuring voorleggen aan de "Chambre de Concertation et d'Agrément";

4. het jaarverslag van de "Service" opstellen en het ter goedkeuring voorleggen aan de "Chambre de Concertation et d'Agrément";

5. de algemene beheersopdracht van de "Service" verzekeren;

6. de algemene opdracht van organisatie van de werkzaamheden van de "Chambres Métiers, Enseignement-Formation et de Concertation et d'Agrément" verzekeren, evenals van de Commissies van de vak-referentielijsten en van de Commissies van de vormings-referentielijsten;

7. de werkzaamheden van de sectorale en intersectorale projectgroepen organiseren;

8. de methodologie bepalen voor het uitwerken van de vakprofielen, van de opleidingsprofielen evenals van hun erkenning en die ter goedkeuring voorleggen aan de "Chambre de Concertation et d'Agrément";

9. de naleving van het vakprofiel garanderen in zijn ombuiging tot vormingsprofiel;

10. Het vakprofiel, en bijgevolg het vormingsprofiel laten actualiseren in functie van de behoeften;

11. De koppeling garanderen tussen de vakprofielen en de werkzaamheden van het Consortium Validatie Vaardigheden;

12. De opdrachten inzake representatie en promotie van onderhavig akkoord verzekeren;

13. Adviezen uitbrengen aangaande de verhouding tussen de vormingsinhouden van de onderwijsprogramma's en de vormingsreferentielijsten met de vormingsprofielen :

a) bij de Commissie van de programma's van het Verplicht onderwijs of bij de Overlegcommissie van het Onderwijs voor Sociale Promotie;

b) bij de Regeringen betrokken bij de Vorming.

Het huishoudelijk reglement van de Dienst, de strategische oriëntatienota van de Dienst, het jaarverslag van de Dienst, de methodologie voor de uitwerking van de vakprofielen en van de vormingsprofielen evenals hun erkenning, de vakprofielen en de vormingsprofielen zullen, overeenkomstig artikel 33, voor goedkeuring worden overgemaakt aan de contracterende partijen van het akkoord.

Afdeling 2. — De uitvoerende directeur

Art. 20. De uitvoerende directeur wordt door de Regering gekozen voor een hernieuwbaar mandaat van vijf jaar op basis van een oproep tot kandidaten en van een door de contracterende partijen goedgekeurd functieprofiel.

Art. 21. De uitvoerende directeur is verantwoordelijk tegenover de "Chambre de Concertation et d'Agrément" en tegenover de Regeringen voor de handelingen van dagelijks beheer van de Dienst en voor de aan de uitvoerende cel toegewezen opdrachten zoals opgenomen in artikel 19.

Art. 22. De projectgroepen en het secretariaat vallen onder de bevoegdheid van de uitvoerende directeur.

Art. 23. Om de koppeling tussen het vormingsprofiel en de onderwijsprogramma's voor sociale promotie te garanderen, werkt de uitvoerende directeur samen met de Overlegcommissie van het Onderwijs voor Sociale Promotie. De uitvoerende directeur brengt hierover verslag uit bij de "Chambre de Concertation et d'Agrément".

Art. 24. De uitvoerende directeur werkt samen met het "IFPME", "Altis" genoemd, om de samenhang te verzekeren tussen de vormingsprofielen en de vormingsprogramma's van het "IFAPME/SFPME". Hij brengt hierover verslag uit bij de "Chambre de Concertation et d'Agrément".

Art. 25. De uitvoerende directeur werkt samen met de bevoegde diensten binnen "FOREm Formation" en "Bruxelles Formation" om de samenhang te verzekeren tussen de vormingsprofielen en de vormings-referentielijsten/programma's van "FOREm Formation" en van "Bruxelles Formation". Hij brengt hierover verslag uit bij de "Chambre de Concertation et d'Agrément".

Afdeling 3. — De projectgroepen

Art. 26. Elke sectorale of intersectorale projectgroep is samengesteld uit :

- een expert-methodologist;
- minimum één opdrachthouder uit het Voltijds Onderwijs of het Onderwijs voor Sociale Promotie;
- minimum één vertegenwoordiger van de Vorming afkomstig uit een Waalse openbare instelling of uit de "COCOF" (Franse Gemeenschapscommissie).

Elke projectgroep is geïntegreerd in de referentielijst-commissies gestuurd door de expert-methodologist.

Art. 27. De opdrachten van de projectgroepen zijn :

1° logistieke en methodologische steun geven aan de "Chambre des Métiers" en aan de referentielijst-commissies voor de uitwerking van de vakprofielen;

2° logistieke en methodologische steun geven aan de "Chambre Enseignement-Formation" en aan de referentielijst-commissies voor de uitwerking van de vormingsprofielen;

3° over het volledig proces de naleving van de methodologie voor de uitwerking van de vakprofielen en van de vormingsprofielen garanderen.

Deze opdrachten worden verzekerd onder de verantwoordelijkheid van de uitvoerende directeur.

Afdeling 4. — De expert-methodologist

Art. 28. De expert-methodologist is verantwoordelijk voor de kwaliteit van de werkzaamheden binnen de projectgroep waarvan hij deel uitmaakt. Hij is belast met de animatie en het beheer van de projectgroep.

Art. 29. De aan de projectgroep verbonden expert-methodologist wordt door de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" in dienst genomen na een door de Regeringen vastgelegde selectieprocedure.

HOOFDSTUK VI. — De "Chambre de Concertation et d'Agrément"

Art. 30. Er wordt een "Chambre de Concertation et d'Agrément du Service francophone des Métiers et des Qualifications" opgericht, hierna de "Chambre de Concertation et d'Agrément" genoemd.

Afdeling 1. — De "Chambre de Concertation et d'Agrément"

Art. 31. De "Chambre de Concertation et d'Agrément" is een overleg- en evocatieplaats waar het geheel van de in de voorziening betrokken actoren samenkomen om de opdrachten van de voorziening te organiseren, om de doeltreffendheid ervan te verzekeren en om de erkenningen te nemen die zich opdringen.

Art. 32. De "Chambre de Concertation et d'Agrément" is samengesteld uit :

1. de voorzitter en de ondervoorzitter van de "Chambre des Métiers";
2. de voorzitter en de ondervoorzitter van de "Chambre Enseignement-Formation";
3. de uitvoerende directeur van de uitvoerende cel;
4. de directeur van de uitvoerende cel van het Consortium Validatie Vaardigheden;
5. een vertegenwoordiger van elke partij in het akkoord.

De "Chambre de Concertation et d'Agrément" kan een beroep doen op de expertise van de methodologist van de projectgroep belast met het uitwerken van de vakprofielen en van de vormingsprofielen op het ogenblik van het onderzoek van die profielen.

De in onderhavig artikel 1° en 2°, aangeduide leden hebben stemrecht.

De in onderhavig artikel 3°, 4° en 5°, aangeduide leden hebben raadgevende stem.

Art. 33. De opdrachten van de "Chambre de Concertation et d'Agrément" zijn :

1. de operationele definities preciseren die nodig zijn voor de coherente werking van de Dienst en zijn onderdelen;
2. het huishoudelijk reglement van de Dienst evalueren en valideren en het overmaken aan de partijen in het akkoord die het goedkeuren;
3. de strategische oriëntatienota doen opstellen door de uitvoerende cel op basis van de aanbevelingen van de de Ministers van Vorming, Onderwijs en Tewerkstelling die uiterlijk op 1 september van het lopend jaar worden medegedeeld, van de voorstellen van de openbare tewerkstellingsdiensten, van de sectorale vertegenwoordigers (Chambre des Métiers), van het Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie, en van de Vorming, eveneens medegedeeld op 1 september van het lopend jaar. De strategische oriëntatienota wordt met name uitgewerkt in termen van algemene en operationele doelstellingen, van lijsten van beroepen die jaarlijks binnen de "Service" behandeld zullen worden, van resultaat- en financieringsindicatoren, en bepaalt het aantal projectgroepen die aan de uitvoerende cel toegewezen worden in functie van de toevertrouwde taken;

4. de strategische oriëntatienota uiterlijk op 30 september van het lopend jaar ter goedkeuring aan de partijen in het akkoord voorleggen;
5. de door de Regeringen goedgekeurde strategische oriëntatienota uiterlijk op 15 oktober van het lopend jaar aan de uitvoerende cel overmaken die belast is met de tenuitvoerbrenging ervan;
6. de methodologie voor de uitwerking van de vakprofielen, de vormingsprofielen en de erkenningsmethodologie evalueren en valideren en ze vervolgens aan de partijen in het akkoord overmaken die ze goedkeuren;
7. de werking van de leden van de uitvoerende cel evalueren en hierover verslag uitbrengen bij de partijen in het akkoord;
8. het jaarverslag van de "Service" evalueren en valideren en het, uiterlijk op 15 april, overmaken aan de partijen in het akkoord die het goedkeuren;
9. de overeenstemming van de vakprofielen met de vormingsprofielen erkennen op basis van het advies van de "Chambre des Métiers" en ze overmaken aan de partijen in het akkoord die ze goedkeuren.

*Afdeling 2. — Het voorzitterschap en het ondervoorzitterschap
van de "Chambre de Concertation et d'Agrément"*

Art. 34. Het voorzitterschap van de "Chambre de Concertation et d'Agrément" wordt beurtelings verzekerd door de voorzitter van de "Chambre des Métiers" en door de voorzitter van de "Chambre Enseignement-Formation". Het mandaat duurt een jaar.

HOOFDSTUK VII. — Het gebruik van de profielen

Art. 35. In het verplicht onderwijs zullen de vormingsprofielen die voortkomen uit de werkzaamheden van de "Service" overgemaakt worden aan de Regering die ze aan de goedkeuring van het Parlement zal voorleggen overeenkomstig de bepalingen opgenomen in het Taken Decreet van 24 juli 1997, artikel 39 en volgende. Deze profielen zullen eveneens dienst doen als basis voor het repertorium van de gegroepeerde opties in de voltijdse beroeps- en technische humaniora.

Art. 36. In het Onderwijs voor Sociale Promotie zullen de vormingsprofielen die voortkomen uit de werkzaamheden van de "Service" overgemaakt worden aan de Executieve overeenkomstig de bepalingen opgenomen in de artikelen 136 en volgende van het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het Onderwijs voor Sociale Promotie en in het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 9 juli 2004 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het Onderwijs voor Sociale Promotie.

Art. 37. Voor de Waalse vormingsoperatoren, "FOREm Formation" en het "IFAPME", zal de scharniering of het in overeenstemming brengen met de door de "Service" voortgebrachte profielen bepaald worden in het beheerscontract van deze Instellingen van Openbaar Nut, volgens de door de Waalse Regering vastgelegde modaliteiten.

HOOFDSTUK VIII. — Financiering

Art. 38. Het jaarbudget van de "Service", met inbegrip van de werkingskosten, wordt bepaald op basis van de door de Regeringen goedgekeurde strategische oriëntatienota.

Het jaarbudget wordt in een gezamenlijk akkoord vastgelegd door de Regeringen.

Art. 39. De werkingskosten van de "Service" worden verdeeld naar rato van 45 % voor de Franse Gemeenschap, 40 % voor het Waalse Gewest en 15 % voor de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Gewest. Het op zich nemen van de werkingskosten door de Regeringen kan gebeuren door het ter beschikking stellen van lokalen, personeel en materiaal.

HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

Art. 40. De Franse Gemeenschap verbindt er zich door onderhavig akkoord toe de huidige "Commission communautaire des Professions et de Qualifications" op te heffen, wiens opdrachten voortaan zullen uitgevoerd worden door de bovengenoemde "Service francophone des Métiers et des Qualifications" volgens de door onderhavig akkoord bepaalde nieuwe modaliteiten.

Brussel, 27 maart 2009, in drie originele exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van het Verplicht Onderwijs,
Ch. DUPONT

De Minister van Jeugd en van het Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President, belast met het Openbaar Ambt en het Gezondheidsbeleid,
B. CEREXHE

De Minister, Lid van het College, belast met Beroepsopleiding,
Onderwijs, Cultuur en Schoolverkeer,
Mevr. Fr. DUPUIS